



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Châteauroux, le 23 septembre 2013

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

N° S3IC : 100.2808

**INSTALLATIONS CLASSEES – CARRIERES**

-----  
**Société CARRIERES DE CLUIS**

-----  
**Commune de MOUHERS**

-----  
**Modification du montant des garanties financières  
à constituer pour la remise en état de la carrière**  
-----

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

-----

Par lettre en date du 11 avril 2013, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations nous a transmis pour avis la lettre de la société CARRIERES DE CLUIS relative à l'actualisation du montant des garanties financières à constituer pour la remise en état de la carrière de gneiss exploitée sur le territoire de la commune de MOUHERS. Cette actualisation avait été prescrite lors du changement d'exploitant de la carrière intervenu en 2012.

### **1. Situation administrative**

La carrière est actuellement exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 2004-E-916 du 6 avril 2004 notifié à la société TARMAC GRANULATS. Cet arrêté a été modifié par les arrêtés n° 2009-01-0064 du 13 janvier 2009 et n° 2011-025-0005 du 25 janvier 2011 prorogeant le délai de déplacement de la partie des installations implantées sur la commune de CLUIS.

L'exploitation des installations de premier traitement des matériaux présentes sur le site a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 93-E-340 du 18 février 1993 modifié par l'arrêté susvisé du 6 avril 2004.

Les autorisations d'exploiter ces installations ont été transférées au profit de la société CARRIERES DE CLUIS par l'arrêté préfectoral n° 2012-338-0001 du 3 décembre 2012.

Une carte localisant la carrière est annexée au présent rapport.

### **2. Présentation de la carrière**

La carrière, bien qu'elle soit sur le territoire de la commune de MOUHERS, est située le long de la rivière La Bouzanne et à proximité immédiate du bourg de CLUIS aux lieux-dits « Les Bégeaudes », « La Bouige », « La Brande », « La Grange » et « Les Quatre Vents » et dans le périmètre de protection réglementaire du château de CLUIS (rayon de 500 m autour des édifices protégés). Elle a une emprise totale de 44 ha 40 a 83 ca.

L'autorisation est accordée dans les conditions suivantes :

- durée 30 ans ;
- production maximale annuelle : 800 000 tonnes (600 000 tonnes en moyenne) ;
- abattage des matériaux à l'explosif ;
- cote mini d'extraction : 140 m NGF (profondeur maximale : 85 m par rapport à la rivière et 133 m par rapport au terrain naturel à l'Est) ;
- extraction par gradins de hauteur maximale 15 mètres ;
- traitement des matériaux extraits dans l'installation existant sur le site (broyage, concassage, criblage et lavage) ;
- remise en état en fin d'exploitation en un plan d'eau de superficie de 16,5 ha environ. La durée de remplissage de ce plan d'eau ayant été estimée à 10 ans, l'arrêté d'autorisation prescrit un arrêt des travaux d'extraction au plus tard le 6 avril 2024

Les matériaux extraits et traités sur le site sont essentiellement destinés à la réalisation de travaux de voirie.

### **3. Garanties financières**

L'exploitation des carrières est soumise à l'obligation de constitution de garanties financières en application de l'article L.516-1 du code de l'environnement.

Ces garanties permettent d'assurer la remise en état des terrains exploités en cas de défaillance ou disparition juridique de l'exploitant.

La méthode de calcul du montant des garanties à constituer est définie par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié le 24 décembre 2009 et l'acte de cautionnement justifiant de leur constitution est établi conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

Le montant est calculé par phases quinquennales en déterminant des surfaces S1 (emprise des infrastructures), S2 (surfaces décapées et surfaces en cours d'exploitation) et S3 (surface des fronts d'exploitation) pour lesquelles des coûts par hectare en fonction des surfaces sont définis par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009. Ces coûts sont ensuite actualisés en fonction de l'évolution de l'indice TP01.

Les surfaces ainsi déterminées et les coûts associés ont été repris à l'origine dans l'arrêté d'autorisation du 6 avril 2004.

L'examen de la demande de changement d'exploitant produite en 2012 a permis de montrer le non respect de ces surfaces et plus particulièrement de la surface S2 qui était de 8,33 ha pour une valeur de 3,02 ha indiquée dans l'arrêté d'autorisation.

La société CARRIERES DE CLUIS a justifié ce dépassement par la mise en place de la nouvelle installation de traitement des matériaux qui a généré des travaux de terrassement importants et par voie de conséquence un avancement des travaux de découverte du gisement plus important que prévu pour assurer la continuité de l'exploitation de la carrière.

Ce dépassement a été pris en compte, pour la phase quinquennale en cours d'exploitation, dans l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2012 autorisant le changement d'exploitant, cet arrêté prescrivant en son article 6 la production d'un nouveau calcul du montant des garanties à constituer pour les périodes d'exploitation quinquennales futures.

### **4. Avis de l'inspection des installations classées**

Les éléments fournis par la société CARRIERES DE CLUIS n'appellent pas de remarque particulière de notre part et permettent d'estimer des coûts de remise en état adaptés à l'état d'avancement de l'exploitation.

Ces coûts actualisés en fonction du dernier indice TP01 connu sont repris dans un projet de prescriptions joint au présent rapport et se substitueront aux coûts indiqués dans les arrêtés précédemment notifiés à la société CARRIERES DE CLUIS.

### **5. Conclusion**

Nous proposons donc à Monsieur le préfet de l'Indre de modifier par arrêté pris en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement le montant des garanties financières à constituer pour

la remise en état de la carrière de gneiss que la société CARRIERES DE CLUIS exploite sur le territoire de la commune de MOUHERS.

Un projet de prescriptions en ce sens est joint au présent rapport et l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation carrières doit être recueilli en application de l'article R.515-1 du code de l'environnement.

